Conto corrente con la posta

Anno 82° — Numero 216

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Roma - Venerdì, 12 settembre 1941 - Anno XIX

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 50-033 53-914

CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

		Anno	Sem.	Trim.
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (Parte I e II)	L.	108	63	45
All'estero (Paesi dell'Unione Postale)	»	240	140	100
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (solo Parte I)	»	72	45	31,50
All'estero (Paesi dell'Unione Postale)	»	160	100	70

Abbonamento speciale ai soli fascicoli contenenti i numeri dei titoli obbligazionari sorteggiati per il rimborso, annue L. 45 — Estero L. 100.

Gli abbonati hanno diritto anche ai supplementi ordinari. I supplementi straordinari sono fuori abbonamento.

Il prezzo di vendita di ogni puntata della « Gazzetta Ufficiale » (Parte I e II complessivamente) è fissato in lire 1,35 nel Regno, in lire 3 all'estero.

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, Via XX Settembre, nel palazzo del Ministero delle Finanze; Corso Umberto, 234 (angolo Via Marco Minghetti, 23-24); in Milano, Galleria Vittorio Emanuele, 3; in Napoli, Via Chiaia, 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capiluoghi delle provincie del Regno.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono: in ROMA - presso la Libreria dello Stato - Palazzo del Ministero delle Finanze. La sede della Libreria dello Stato in Milano: Galleria Vittorio Emanuele, 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE ALLE ASSEMBLEE LEGISLATIVE

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

SUPPLEMENTI ORDINARI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 11 luglio 1941-XIX, n. 928.

Approvazione degli Accordi di carattere commerciale stipulati in Roma, tra l'Italia e la Slovacchia il 21 dicembre 1940.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi stipulati in Roma, fra l'Italia e la Slovacchia, il 21 dicembre 1940:

1) Trattato di commercio;
2) Accordo per l'istituzione di una Commissione mista permanente;
3) Accordo commerciale;
4) Scambio di note.

Art. 2.

La presente legge ha vigore nei modi e nei termini di cui agli accordi anzidetti.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 11 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL — RICCARDI

Visto, il Guardasigilli: GRANDI

Traité de commerce entre l'Union douanière italo-albanaise et la Slovaquie

Le *Gouvernement Italien*, au nom de l'Union douanière italo-albanaise et le *Gouvernement de la République Slovaque*, désireux de faciliter et dévélopper les relations commerciales entre les Pays respectifs, ont résolu de conclure un Traité et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires les soussignés, lesquels sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie du même traitement que les nationaux en ce qui concerne l'exercice du commerce et de l'industrie.

Les dispositions du présent Traité ne portent pas atteinte aux lois de police, de sûreté et de défense nationale en vigueur sur les territoires de chacune des Parties Contractantes et qui sont applicables à tous les étrangers.

Art. 2.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront des mêmes droits et avantages que les nationaux pour la protection judiciaire et administrative de leur personne et de leurs biens, droits et intérêts.

Ils ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à des droits, taxes, impôts ou contributions sous quelque dénomination que ce soit autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ou sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 3.

Les ressortissants des deux Parties Contractantes se rendant du territoire d'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie pour visiter les foires et les marchés à l'effet d'y exercer le commerce et vendre leurs produits, seront traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles qui sont perçues sur les nationaux.

Art. 4.

Les sociétés civiles et commerciales (industrielles, financières, bancaires, d'assurance, de transport, etc.) ainsi que les établissements publics d'assurance et autres en tant qu'ils exercent sur le territoire de l'autre Partie une activité de caractère exclusivement commercial, régulièrement constitués sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, et y ayant leur siège social, seront reconnus de plein droit par l'autre Partie comme existant régulièrement.

La légalité de la constitution de ces sociétés et établissements et leur capacité d'ester en justice, ainsi que celles de leurs succursales et agences, seront déterminées d'après leurs statuts et la loi du pays où ces sociétés et établissements ont été constitués.

Les sociétés et établissements de l'une des Parties Contractantes pourront s'établir, créer des filiales, succursales et agences et exercer toute activité, industrielle et commerciale sur le territoire de l'autre Partie, suivant les modalités, limitations et conditions établies par les lois en vigueur et qui sont applicables aux sociétés et établissements de la nation la plus favorisée.

Les sociétés et établissements susdits jouiront en matière judiciaire et de protection devant les autorités administratives des mêmes droits et avantages que les personnes physiques ressortissant à leur pays d'origine. Ils jouiront également du traitement prévu pour les personnes physiques au deuxième alinéa de l'article 2 du présent Traité.

Art. 5.

Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent découler du traitement de la nation la plus favorisée, les ressortissants de chacune des Parties Contractantes pourront sur les territoires de l'autre Partie, et sous réserve, le cas échéant, de la présentation d'une carte de légitimation, faire, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs de commerce à leur service, l'achat, chez les négociants, dans les locaux de vente ainsi que chez les producteurs, de marchandises faisant l'objet de leur trafic. Ils pourront recueillir des commandes chez les négociants et producteurs qui font le commerce ou employent, dans leurs établissements, des marchandises de même nature que celles qui leur sont offertes. Pour aucune de ces opérations ils n'auront besoin d'une autorisation spéciale et ne seront soumis, de leur chef, à aucune taxe ou redevance spéciale qui ne serait pas exigible des entreprises nationales et de leurs représentants, à condition, toutefois, qu'ils n'emportent avec eux que des échantillons et non de marchandises destinées à la vente.

La carte de légitimation mentionnée ci-dessus devrà être établie conformément au modèle indiqué dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux industries ambulantes, ni au colportage, ni à la recherche des commandes ou aux achats chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie, chacune des Parties Contractantes réservant, à cet égard, l'entière liberté de sa législation.

Art. 6.

Sous réserve des obligations prévues en cas de perte de la nationalité par la législation de chacune des Parties Contractantes, les ressortissants de l'une des Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire personnel dans les forces armées terrestres, de l'air ou maritimes de même que dans les autres institutions militaires ou organisées militairement et destinées au maintien de l'ordre publique et de la sécurité intérieure de l'Etat ainsi que de toutes prestations militaires personnelles. Il seront exempts de toute taxe remplaçant ledit service ou lesdites prestations. Toutefois, ils restent soumis aux réquisitions de toute nature auxquelles seront soumis les nationaux et dans les mêmes conditions que ceux-ci.

Art. 7.

Les marchandises, produits du sol et produits industriels d'origine de l'une des Parties Contractantes ne seront pas soumis à leur importation sur le territoire douanier de l'autre Partie Contractante à des droits ou taxes, charges et impôts, autres que ceux qui sont perçus à l'importation d'un pays tiers quelconque.

Les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits d'exportation ou autres taxes, charges et impôts, qui sont perçus à l'exportation des marchandises à destination de l'autre Partie.

De même les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la manière de la perception des droits, l'importation et l'exportation temporaire, la réimportation et la réexportation et le transit ainsi que le remboursement des droits perçus, le transbordement et la mise des marchandises aux entrepôts ainsi que toutes formalités douanières.

Art. 8.

Les marchandises et produits du sol ou industriels d'une des Parties Contractantes après avoir transité sur les territoires d'un ou de plusieurs pays tiers, ne seront pas soumis, lors de leur importation sur le territoire de l'autre, à des droits ou taxes plus élévés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine. Ces dispositions s'appliquent aux marchandises transportées directement, ainsi qu'aux marchandises transportées après leur rechargement, réemballage et lorsqu'elles ont quitté les entrepôts.

Art. 9.

Les droits et taxes intérieurs de production, de fabrication, de consommation ou autres par lesquels une des Parties Contractantes frappe sur son territoire, en faveur de l'Etat, des corporations autonomes ou des sociétés de production, de transport, d'achat, de vente ou de consommation, les marchandises de l'autre Partie Contractante ne pourront pas être plus élevés ni plus onéreux que les droits et taxes par lesquels elle frappe les marchandises similaires du pays ou de la nation la plus favorisée.

Art. 10.

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu dans le présent Traité ne comprend pas:

a) Les privilèges spéciaux qui ont été ou seraient accordés par l'une des Parties Contractantes à un des pays limitrophes pour faciliter le trafic de frontière dans une zone n'excédant pas 15 km. de part et d'autre des frontières.

b) Les engagements conventionnels découlant pour l'une des Parties Contractantes d'un accord d'union douanière.

Art. 11.

Dans le cas où il serait exigé pour l'importation des marchandises d'une des Parties Contractantes sur les territoires de l'autre Partie la présentation de certificats d'origine ou d'analyse, seront reconnus valables les certificats délivrés par les Autorités compétentes des deux Parties.

Les Parties Contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités compétentes à délivrer ces certificats.

Art. 12.

Les deux Parties Contractantes s'accordent réciproquement la liberté du transit des voyageurs et des marchandises à travers leurs territoires, soit sur terre, soit su mer.

Art. 13.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de tarif des trasports par chemin de fer.

Art. 14.

Le présent Traité sera ratifié. Il entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Bratislava aussitôt que faire se pourra.

Le présent Traité aura la durée d'un an et restera en vigueur, après ce terme, tant que l'une des Parties Contractantes n'aura pas notifié à l'autre Partie, par un préavis de trois mois, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à Rome le 21 décembre 1940.

A. GIANNINI — STEFANO POLYÁK

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Accord entre l'Union douanière italo-albanaise et la Slovaquie pour l'institution d'une Commission mixte permanente

Le *Gouvernement Italien,* au nom de l'Union douanière italo-albanaise, et le *Gouvernement Slovaque,* désireux de faciliter la collaboration économique entre les deux Pays, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er.

Dans le cours du mois successif à l'entrée en vigueur du présent Accord on procédera à la constitution d'une Commission Mixte Permanente.

Chacun des deux Gouvernements contractants désignera une délégation gouvernementale en donnant communication

à l'autre de sa composition. Les Présidents des deux Délégations auront la faculté de nommer des membres suppléants, d'adjoindre des experts et d'instituer des sous-commissions mixtes pour l'axamen de questions particulières.

Les réunions de la Commission Mixte et des sous-commissions auront lieu d'après les nécessités et seront convoquées d'accord entre les deux Présidents, lesquels fixeront la date et le lieu des séances et l'ordre du jour des travaux.

Art. 2.

La Commission Mixte Permanente devra déliberer en ce qui concerne les mesures qu'il conviendra de prendre pour régler les échanges commerciaux et les communications ferroviaires, maritimes et aériennes, entre les deux Pays et, en général, toutes les mesures qui peuvent de toute façon favoriser une plus étroite collaboration économique entre les deux Pays.

Art. 3.

Le présent Accord sera ratifié et entrera en vigueur le jour même où l'on procédera à l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Bratislava.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé le présent Accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 21 décembre 1940.

Pour l'Italie — A. GIANNINI

Pour la Slovaquie — STEFANO POLYÁK

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Accord commercial entre l'Union douanière italo-albanaise et la Slovaquie

Le *Gouvernement Italien,* au nom de l'Union douanière italo-albanaise, et le *Gouvernement Slovaque,* désireux de favoriser le développement des échanges commerciaux entre leurs Pays, ont convenu les dispositions suivantes:

Art. 1er.

Les marchandises originaires et en provenance de la Slovaquie seront admises à l'importation en Italie dans les limites des contingents annuels fixés dans la liste *A* ci-annexée.

Art. 2.

Les marchandises originaires et en provenance de l'Italie, actuellement soumises au régime des licences d'importation en Slovaquie, seront admises à l'importation en Slovaquie dans les limites des contingents annuels fixés dans la liste *B* ci-annexée.

Art. 3.

Dans le cas où d'autres marchandises, actuellement libres d'importation en Slovaquie, seraient soumises au régime des licences d'importation, des négociations seront entamées, dans le plus bref délai possible, pour établir les contingents à réserver à l'importation italienne.

Art. 4.

En dérogation au régime des défenses d'exportation existant dans les deux Pays, chacun des deux Gouvernements s'engage à délivrer des licences d'exportation dans la limite des contingents prévus pour l'importation dans l'autre Pays.

Pour les marchandises italiennes sous-mentionnées le Gouvernement italien s'engage en outre à délivrer des licences d'exportation dans la limite des contingents annuels ci-indiqués:

N. tar. it.	MARCHANDISES	Contingents de garantie quantité en tonnes
22	Tabac brut	200
162	Extraits tannants	750
202	Chanvre peigné	15
205	Fils de chanvre	250
219	Ficelles en chanvre	80
244	Fiocco	1.000
ex 596	Soufre	10.000
599	Acide borique	100

Art. 5.

Pendant la validité du présent Accord pourront être délivrés, après entente entre les deux Gouvernements, des extra-contingents réciproques, soit pour les produits inclus dans les listes *A* et *B*, soit pour d'autres produits, à régler toujours par la voie du clearing.

Art. 6.

Les paiements rélatifs aux échanges susindiqués seront effectués d'après les dispositions adoptées en cette matière d'un commun accord entre l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Banque Nationale Slovaque.

Art. 7.

Si à la fin de la validité du présent Accord devait subsister, après effectués et compensés tous les paiements originés par les échanges prévus par le présent Accord, un solde non transféré en faveur de l'un ou de l'autre Pays, le règlement de ce solde sera effectué par des livraisons additionnelles de marchandises, en conformité des ententes qui interviendront à ce sujet entre les deux Pays.

Art. 8.

Le présent Accord, qui remplace le Modus Vivendi du 1er juillet 1939, entre en vigueur le 1er janvier 1941 et aura effet jusqu'au 31 décembre 1941.

S'il n'est pas dénoncé deux mois avant son échéance, il sera considéré renouvelé par tacite réconduction pour des périodes d'une année sauf préavis de deux mois avant l'expiration de la période en cours.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 21 décembre 1940.

Pour l'Italie — A. GIANNINI

Pour la Slovaquie — STEFANO POLYÁK

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Liste A

Contingents annuels d'importation en Italie de marchandises d'origine et provenance slovaque

N. du tarif italien	Marchandises		Contingent annuel
4–8	Bovins	têtes	12.000
24	Oeufs de volaille	Lit.	1.500.000
39 *a)*	Sucre, destiné à l'importation temporaire et à l'Afrique Italienne et aux Possessions Italiennes		—
66 *a)*	Malt, destiné à l'importation temporaire et à l'Afrique Italienne et aux Possessions Italiennes	qx.	6.000
66 *b)*	Orge, autre	»	25.000
74	Légumes secs	»	— (1)
109	Alcool, destiné à l'importation temporaire et à l'Afrique Italienne et aux Possessions Italiennes	hl.	12.500
286–290 297–300	Fers et aciers en barres et en tôles	tonn.	7.500
296	Réseaux et toiles en fer ou en acier	Lit.	120.000
300 *c)*	Tôles en fer ou en acier perforées	»	300.000
ex 311 *h)* 2	Baignoires en fonte émaillée	»	100.000
323	Chaînes en fer ou en acier	»	35.000
328 *c)*	Utensiles et vaisselle d'usage domestique en tôle de fer ou d'acier émaillés	»	200.000
ex 472	Fourches et râteaux	»	100.000
567 *b)*, *c)* 1	Briques en magnésite	»	500.000
591	Articles en verre n. d. s.	»	70.000
591-*ter*	Ampoules en verre pour lampes électriques	»	180.000
600	Articles en asbeste n. s. d.	»	25.000
ex 604	Bois résineux scié	tonn.	25.000
ex 606	Charbon de bois (spacco di storta)	qx.	25.000
641 *b)*	Articles en ambroine	Lit.	25.000
650	Paraffine	qx.	1.000
678 *a)* 1	Magnésite	»	15.000
720	Alcool méthilique	Lit.	400.000
726	Acétate de chaux	qx.	15.000
ex 846 *b)*	Cellulose pour la fabrication du papier	tonn.	5.000
ex 846 *b)*	Cellulose pour la fabrication des fibres textiles artificielles	»	10.000
914 *b)* 2	Brosses	Lit.	50.000
920 *a)*	Fécule de pommes de terre	qx.	1.500

(1) En relation à la requête italienne d'un contingent de 25.000 quintaux, on a déclaré de la part des autorités slovaques de n'être pas à même pour le moment de prendre des engagements, étant donné qu'il n'y a pas actuellement une évaluation exacte des disponibilités existantes.
Si des disponibilités pour l'exportation devaient se produire, une quote-part devra être réservée pour l'Italie.

LISTE *B*

CONTINGENTS ANNUELS D'IMPORTATION EN SLOVAQUIE DE MARCHANDISES D'ORIGINE ET PROVENANCE ITALIENNE

N. du tarif slovaque	MARCHANDISES	Contingent annuel
9 *b*) 2	Figues séchées en couronne ou autrement emballées . . . . Q.x	600
ex 11	Citrons . . . . »	20.000
12	Oranges et mandarines . . . . . . »	30.000
16 *a*)	Amandes séchées, en ou sans coque . . . . »	1.000
ex 17	Châtaignes . . . . »	2.500
ex 34	Riz travaillé . . . . »	60.000 (1)
ex 35	Raisin frais . . . . »	1.000
36 *a*)	Noix mûres, en ou sans coque . . . . . »	1.000
36 *b*)	Noisettes mûres, en ou sans coque . . . . »	1.000
ex 37	Fruits frais n. d. s.:	
	— pêches . . . . »	2.000
	— abricots . . . . »	500
	— pommes . . . . »	12.500
	— poires . . . . »	2.000
	— prunes . . . . »	1.000
39	Fruits préparés n. d. s. . . . . »	1.000
40 *a*) 1	Pommes de terre précoces . . . . . . »	4.000
41 *a*)	Oignons et aulx . . . . »	2.000
ex 43 *a*) 3	Choux-fleurs . . . . »	1.000
ex 43 *a*) 3	Tomates . . . . »	500
54 *a*)	Fleurs fraîches . . . . »	500
62 *b*) 2	Plantes séchées médicinales et autres . . . Q.x	150
ex 108	Déstillé de vin, cognac, rhum . . . . . Litres	40.000
ex 108	Liqueurs . . . . »	10.000
ex 109	Vin (y compris le vermouth) . . . . . Hl.	20.000
ex 119	Fromages . . . . Q.x	200
ex 131 *a*) 2	Conserve de tomates . . . . »	1.000
131 *b*)	Conserves de fruits et de légume . . . »	700
ex 131 *d*) 1	Sardines à l'huile . . . . »	1.500
132	Produits alimentaires n. d. s. . . . . »	100
189-192	Tissus en coton, en flocco et en coton mélangé avec flocco . . . . »	1.000
229, 256	Tissus en laine, même imprimés . . . . »	500
233, 234, 252, 274	Tous les articles d'habillement compris sous ces numéros . . . . Ks.	1.500.000
244 *a*) 1 244 *Nota* 1	Soie artificielle . . . . Kg.	30.000
ex 248, ex 250, ex 256	Tissus en soie naturelle . . . . . . Q.x	100
ex 248, ex 250, ex 256	Tissus en soie artificielle . . . . . . »	150
ex 361 *c*)	Pellicules non cinématographiques, impressionnées ou non . . . . »	15
534, 538	Machines textiles; machines et appareils n. d. s. Ks.	1.000.000
ex 535	Machines à coudre complètes; têtes de machines à coudre . . . . P.	600
540, 541, 542, 543	Tous les appareils électriques compris sous ces numéros (y compris les parties et accessoires d'appareils T.S.F., à l'exception des valves T.S.F. . . . . Ks.	1.500.000

(1) Contingent à utiliser pendant la campagne 1941-1942.

N. du tarif slovaque	MARCHANDISES		Contingent annuel
553 b)	Voitures automobiles	P.	200
576 a)	Machines à écrire, etc.	»	100
581 a)	Accordéons	»	50
598 g) 2	Acide tartrique	Q.x	200
622 d)	Matières auxiliaires et produits chimiques n.d.s., autres	Ks.	500.000
625, 626	Matières colorantes et couleurs	»	300.000
630	Préparations pharmaceutiques	»	500.000
633	Parfumeries	»	200.000

Le Président de la Délégation Italienne
au Président de la Délégation Slovaque

Rome, le 21 décembre 1940.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de Vous confirmer l'accord suivant:

Le bénéfice de la clause de la Nation la plus favorisée, en ce qui concerne le traitement réservé aux marchandises italiennes importées en Slovaquie, ne s'étend pas au régime spécial provisoire actuellement en vigueur pour les échanges entre la Slovaquie d'un côté et le térritoire des Sudètes et le Protéctorat de Boème et de Moravie de l'autre côté.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

A. GIANNINI

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Le Président de la Délégation Slovaque
au Président de la Délégation Italienne

Rome, le 21 décembre 1940.

Monsieur le Président,

« J'ai l'honneur de Vous confirmer l'accord suivant:

Le bénéfice de la clause de la Nation la plus favorisée, en ce qui concerne le traitement réservé aux marchandises italienne importées en Slovaquie, ne s'étend pas au régime spécial provisoire actuellement en vigueur pour les échanges entre la Slovaquie d'un côté et le térritoire des Sudètes et le Protéctorat de Boème et de Moravie de l'autre côté ».

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STEFANO POLYÁK

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Le Président de la Délégation Italienne
au Président de la Délégation Slovaque

Rome, le 21 décembre 1940.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de Vous confirmer l'accord suivant:

En relation à la conclusion du Traité de Commerce entre l'Union douanière italo-albanaise et la Slovaquie signé en date d'aujourd'hui, chacun des deux Pays maintiendra provisoirement en vigueur, en faveur de l'autre Pays, jusqu'au moment où des négociations seront entamées entre les deux Gouvernements à ce sujet, le régime douanier et tarifaire conventionnel prévu par les Accords conclus en cette matière entre l'Italie et la Tchécoslovaquie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

A. GIANNINI

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Le Président de la Délégation Slovaque
au Président de la Délégation Italienne

Rome, le 21 décembre 1940.

Monsieur le Président,

« J'ai l'honneur de Vous confirmer l'accord suivant:

En relation à la conclusion du Traité de Commerce entre l'Union douanière italo-albanaise et la Slovaquie signé en date d'aujourd'hui, chacun des deux Pays maintiendra provisoirement en vigueur, en faveur de l'autre Pays, jusqu'au moment où des négociations seront entamées entre les deux Gouvernements à ce sujet, le régime douanier et tarifaire conventionnel prévu par les Accords conclus en cette matière entre l'Italie et la Tchécoslovaquie ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STEFANO POLYÁK

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Le Président de la Délégation Italienne
au Président de la Délégation Slovaque

Rome, le 21 décembre 1940.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de Vous confirmer l'accord suivant:
Les Autorités slovaques admettront l'importation de l'Italie du vermout produit d'après les dispositions contenues dans le R. decreto-legge du 9 novembre 1933 n. 1696 qui régle la préparation et le commerce du vermout en Italie, et accompagné par des certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels chargés de la livraison des dits certificats.
Je Vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

A. GIANNINI

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Le Président de la Délégation Slovaque
au Président de la Délégation Italienne

Rome, le 21 décembre 1940.

Monsieur le Président,

« J'ai l'honneur de Vous confirmer l'accord suivant:
Les Autorités slovaques admettront l'importation de l'Italie du vermout produit d'après les dispositions contenues dans le R. decreto-legge du 9 novembre 1933 n. 1696 qui règle la préparation et le commerce du vermout en Italie, et accompagné par des certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels chargés de la livraison des dits certificats ».
Je Vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STEFANO POLYÁK

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

LEGGE 25 luglio 1941-XIX, n. 929.
Modificazioni alle norme sul reclutamento ed avanzamento degli ufficiali della Regia aeronautica.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

L'art. 80 delle norme approvate col R. decreto-legge 28 gennaio 1935-XIII, n. 314, convertito nella legge 13 giugno 1935-XIII, n. 1297, è sostituito dal seguente:
« I sottotenenti di complemento sono normalmente tratti, salvo disposizioni speciali:
a) dai militari che abbiano compiuto con esito favorevole i corsi per allievi ufficiali di complemento della Regia aeronautica previsti dalle vigenti disposizioni;
b) dagli allievi dei corsi regolari della Regia accademia aeronautica che abbiano superato il 2° anno di corso; detti allievi non potranno però essere nominati sottotenenti di complemento che nel ruolo servizi dell'Arma aeronautica;
c) dai sottufficiali congedati che abbiano prestato almeno otto anni di effettivo servizio militare e possiedano il titolo di studio richiesto per l'ammissione ai corsi di cui alla lettera *a*);
d) dai cittadini italiani laureati in ingegneria aeronautica, indipendentemente dalla frequenza dei corsi allievi ufficiali di complemento di cui alla legge 2 dicembre 1940-XIX, n. 1848, ed esclusivamente per il ruolo ingegneri del Corpo del genio aeronautico ».
Per conseguire la nomina di cui sopra, gli aspiranti dovranno soddisfare alle condizioni stabilite dalla legge sullo stato degli ufficiali e non aver superato il 40° anno di età.
Sono altresì inscritti di ufficio nei ruoli di complemento col proprio grado ed anzianità gli ufficiali dispensati dal servizio permanente e che non debbano essere collocati in diversa posizione per effetto delle vigenti disposizioni.
A parità di grado e di anzianità, gli ufficiali di complemento provenienti dai dispensati dal servizio permanente sono inscritti nei ruoli prima di ogni altro.

Art. 2.

Sono abrogati gli articoli 81, 82, 83, 84, ed il 3° comma dell'articolo 85 delle norme approvate col R. decreto-legge 28 gennaio 1935-XIII, n. 314, convertito nella legge 13 giugno 1935-XIII, n. 1297, e successive modificazioni e l'articolo unico del R. decreto-legge 26 settembre 1935-XIII, n. 1810. E' però data facoltà al Ministro per l'aeronautica di trasferire, anche dopo l'entrata in vigore della presente legge, nel ruolo naviganti dell'Arma aeronautica gli ufficiali di complemento del Regio esercito o della Regia marina o di altri ruoli della Regia aeronautica che all'atto dell'entrata in vigore della presente legge abbiano già iniziato i corsi di pilotaggio militare e conseguano il relativo brevetto.

Art. 3.

Indipendentemente da quanto previsto dal 1° e 2° comma dell'art. 85 delle norme approvate col R. decreto-legge 28 gennaio 1935-XIII, n. 314, sostituito con l'art. 19 della legge 13 agosto 1940-XVIII, n. 1185, è in facoltà del Ministro per l'aeronautica di trasferire, col loro grado ed anzianità, nel ruolo servizi, ed eccezionalmente in quell'altro ruolo e categoria che, in relazione agli studi compiuti, sarà ritenuto più rispondente agli interessi della Regia aeronautica, gli ufficiali che per ragioni di età o per altri motivi lascino fondatamente presumere che non siano più in grado di disimpegnare le funzioni del ruolo naviganti, in relazione ai nuovi apparecchi e alle nuove forme di impieghi bellici.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 25 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 1° agosto 1941-XIX, n. 930.

Approvazione del piano regolatore di massima edilizio e di ampliamento della città di Sassari, e delle relative norme di attuazione.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato:

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

E' approvato e dichiarato di pubblica utilità il piano regolatore di massima edilizio e di ampliamento della città di Sassari.

Un esemplare di tale piano, comprendente il regolamento contenente norme generali e prescrizioni tecniche per l'attuazione del piano stesso, munito del visto del Ministro per i lavori pubblici, sarà depositato all'Archivio di Stato.

Art. 2.

Con l'approvazione del piano regolatore di massima vengono fissate le direttive e determinati i criteri secondo i quali saranno sviluppati e compilati i piani particolareggiati di esecuzione.

Il comune di Sassari provvederà alla compilazione dei piani particolareggiati di esecuzione delle varie zone ed opere comprendenti la planimetria particolareggiata della zona e l'elenco delle proprietà soggette ad espropriazioni od a vincoli.

Il piano particolareggiato interessante gli impianti ferroviari dovrà essere previamente concordato con l'Amministrazione delle ferrovie dello Stato.

I piani particolareggiati di ciascuna zona dovranno essere resi pubblici ai sensi e per gli effetti dell'art. 87 della legge 25 giugno 1865, n. 2359.

La pubblicazione dei piani particolareggiati sarà effettuata per opera del comune di Sassari a mano a mano che se ne presenti l'opportunità e se ne preveda la prossima realizzazione.

La imposizione del vincolo ed i termini per la presentazione dei ricorsi decorrono dalla data della pubblicazione ufficiale di ogni singolo piano particolareggiato.

L'approvazione dei piani particolareggiati di esecuzione sarà data con Regio decreto su proposta del Ministro per i lavori pubblici di concerto con il Ministro per l'interno, sentito il Consiglio superiore di sanità e con il Ministro per l'educazione nazionale, per quanto riguarda la tutela monumentale paesistica ed artistica.

Art. 3.

Per l'occupazione delle aree private necessarie alla esecuzione del piano regolatore, il Comune procederà in confronto dei rispettivi proprietari, a norma delle disposizioni della presente legge e di quelle della legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità.

Per quanto si riferisce a sistemazioni che interessino beni demaniali o beni altrimenti soggetti per legge a speciale sorveglianza delle autorità pubbliche, saranno presi dal comune di Sassari preventivi accordi tecnici e finanziari con le Amministrazioni competenti.

Art. 4.

Il Comune è autorizzato a comprendere nelle espropriazioni anche i beni attigui, la occupazione dei quali giovi ad integrare le finalità dell'opera ed a soddisfare le sue prevedibili esigenze future.

Prima di procedere alla espropriazione dei beni occorrenti per l'attuazione del piano, il Comune deve darne notifica ai rispettivi proprietari e contemporaneamente invitarli a dichiarare entro un termine fissato se o meno intendano essi stessi addivenire alla edificazione o ricostruzione sulla loro proprietà singolarmente se proprietari della intera zona o riuniti in consorzio, secondo le norme estetiche ed edilizie, che il Comune stabilirà in relazione ai vincoli del piano, alle speciali norme generali e prescrizioni tecniche di cui al suddetto regolamento e alle disposizioni del regolamento edilizio e d'igiene vigenti nel Comune stesso.

Gli inviti di cui al presente articolo, saranno a cura del Comune notificati ai proprietari interessati nella forma delle citazioni secondo l'elenco desunto dalle intestazioni catastali o comunque individuati con i normali mezzi di indagine.

Qualora nel termine fissato dal Comune non si sia costituito il consorzio fra tutti i proprietari di un'area indicata nel piano particolareggiato e dei relativi distacchi, ma uno o più di detti proprietari si obblighino alla edificazione o ricostruzione dell'area secondo la prevista destinazione e forniscano idonea garanzia, il Comune potrà procedere per conto di questi proprietari alla espropriazione della parte dell'area e dei relativi distacchi di proprietà degli altri con le norme della presente legge.

Tra più interessati che si obblighino come sopra e presentino idonea garanzia hanno la preferenza coloro che riuniti in consorzio o singolarmente siano proprietari della maggior superficie sempre comprendendosi in questa tanto l'area fabbricabile quanto quella da destinarsi a distacchi.

Art. 5.

Nessuno avrà diritto ad indennità per la risoluzione dei contratti di locazione cagionata dalla esecuzione del piano regolatore.

La indennità di espropriazione, per opere di piano regolatore, sarà determinata sulla media del valore venale e di quello dedotto dall'imponibile, se trattasi di fabbricati, ovvero, se trattasi di terreni, dall'estimo catastale moltiplicato per il coefficiente fisso 3,66 capitalizzato ad un tasso variabile dal 3,50 per cento al 7 per cento a secondo delle condizioni dell'immobile e della località, sempre che il valore dedotto dall'imponibile o dall'estimo catastale, non superi quello venale. In caso contrario l'indennità di espropriazione sarà costituita dallo stesso valore venale.

Qualora nel periodo di attuazione del piano regolatore si procedesse ad espropriazioni di immobili per i quali gli imponibili fossero revisionati in dipendenza del R. decreto-legge 4 aprile 1939-XVII, n. 589, e del R. decreto-legge 13 aprile 1939-XVII, n. 652, e di altri provvedimenti, in relazione ai nuovi imponibili, con Regio decreto su proposta dei Ministri per le finanze e per i lavori pubblici di concerto col Ministro per la grazia e giustizia potrà essere abolito o variato il coefficiente fisso e variati i tassi di capitalizzazione di cui al comma precedente.

Nella determinazione del valore venale non dovrà essere tenuto conto di qualsiasi incremento di valore che siasi verificato o che possa verificarsi sia direttamente che indirettamente, in dipendenza dell'approvazione del piano e della sua esecuzione, anche soltanto parziale.

Nel determinare le indennità per i miglioramenti e le spese fatte dopo la pubblicazione del piano i periti dovranno attenersi alle norme di cui ai successivi articoli della presente legge.

Art. 6.

Per la esecuzione degli espropri degli stabili compresi nei piani particolareggiati, il Comune può, a suo insindacabile giudizio, seguire la procedura normale stabilita dalla legge di espropriazione per causa di pubblica utilità 25 giugno 1865, n. 2359, oppure seguire la procedura speciale abbreviata di cui al successivo articolo.

Qualora il Comune scelga di seguire la procedura normale i termini stabiliti dalla legge 25 giugno 1865, n. 2359, possono essere abbreviati con decreto del prefetto da pubblicarsi nei modi di legge.

Art. 7.

Per la procedura abbreviata di cui al 1° comma dell'articolo precedente si seguiranno le seguenti norme:

a) il prefetto della provincia di Sassari in seguito a richiesta del comune di Sassari dispone perchè in contraddittorio col Comune stesso e con i proprietari espropriandi venga fornito lo stato di consistenza dei beni ed in base ai criteri di valutazione di cui al precedente art. 5, sentito il parere dell'Ufficio tecnico erariale competente, determina la somma che dovrà depositarsi alla Cassa depositi e prestiti quale indennità di espropriazione unica ed inscindibile per ogni proprietà a tacitazione di tutti i diritti reali inerenti alla proprietà stessa.

Tale provvedimento è notificato agli espropriandi nella forma delle citazioni;

b) nel decreto di determinazione delle indennità il prefetto deve pure stabilire i termini entro i quali l'espropriante deve eseguire il deposito presso la Cassa depositi e prestiti dell'importo della indennità di cui sopra;

c) effettuato il deposito l'espropriante dovrà richiedere al prefetto il decreto di trasferimento di proprietà e di immissione in possesso degli stabili contemplati nello stato di consistenza dei beni di cui al comma *a*) del presente articolo:

d) tale decreto del prefetto dev'essere, a cura dell'espropriante, trascritto all'Ufficio delle ipoteche, e successivamente notificato agli interessati.

La notificazione del decreto tiene luogo di presa di possesso dei beni espropriati;

e) nei trenta giorni successivi alla notifica suddetta gli interessati possono proporre avanti l'autorità giudiziaria competente le loro opposizioni relativamente alla misura della indennità come sopra determinata;

f) trascorsi i trenta giorni dalla notifica di cui al comma *d*) del presente articolo senza che sia stata prodotta opposizione, l'indennità come sopra determinata e depositata diviene definitiva;

g) le opposizioni di cui al comma *e*) del presente articolo sono trattate con la procedura stabilita dall'art. 51 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, ma per la eventuale nuova valutazione debbono applicarsi i criteri ed i riferimenti del precedente art. 5 della presente legge.

Art. 8.

I proprietari delle nuove costruzioni le quali debbono essere dotate di portici, oltre al versamento dei contributi suindicati, hanno l'obbligo, senza indennizzo di sorta, di lasciare soggetti a servitù di pubblico transito i portici stessi che dovranno considerarsi per ogni conseguente effetto come pubbliche vie.

Art. 9.

E' vietato procedere a lottizzazione di terreni a scopo edilizio, fuori del piano regolatore edilizio e di ampliamento senza permesso dell'autorità comunale che avrà facoltà di concederlo solo nel caso in cui il progetto di lottizzazione non sia in contrasto con i criteri di massima da esso adottati per l'ulteriore sviluppo della città, e solo quando l'interessato assuma, con idonee garanzie, l'obbligo di procedere a proprie spese all'impianto di pubblici servizi (acqua, fognatura, illuminazione, mezzi di trasporto in comune) su progetti approvati dal Comune e da eseguirsi sotto la vigilanza del medesimo.

Art. 10.

Con Regio decreto, promosso dal Ministro per i lavori pubblici e previa la osservanza della procedura stabilita dall'art. 87 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, potranno essere approvate le parziali modificazioni del piano generale di massima che, nel corso della sua attuazione, il Comune riconoscerà opportune.

Art. 11.

Le presenti disposizioni di legge sono estese ai piani particolareggiati già approvati, con decreti Ministeriali, relativi alla sistemazione e al completamento delle zone « Duomo » e « Stazione ferroviaria » in Sassari.

Art. 12.

Il piano di massima approvato con la presente legge non ha limiti di durata.

Per l'esecuzione dei piani particolareggiati è assegnato il termine di anni dieci dalla pubblicazione del decreto di approvazione.

Nella deliberazione podestarile di adozione del piano particolareggiato dovrà essere indicato il termine entro il quale dovranno completarsi le espropriazioni.

Tale termine decorrerà dalla data della pubblicazione del decreto di approvazione. Anche dopo l'approvazione dei piani particolareggiati sarà consentita ai proprietari colpiti dal piano la esecuzione delle opere di conservazione e manutenzione dei loro immobili.

Il Comune potrà anche consentire opere che eccedano la conservazione e la manutenzione a suo esclusivo giudizio.

In tal caso delle opere eseguite sarà tenuto conto nel computo delle indennità di esproprio deducendone la quota di deprezzamento.

Art. 13.

Il comune di Sassari è autorizzato ad imporre ai proprietari dei beni che siano avvantaggiati dalla esecuzione delle opere previste dal presente piano regolatore, contributi di miglioria nei limiti e con le forme previste dal testo unico per la finanza locale approvato con R. decreto 14 settembre 1931-IX, n. 1175, e successive modificazioni.

Art. 14.

In quanto non disposto e modificato con la presente legge valgono le norme della legge 25 giugno 1865, n. 2359.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 1° agosto 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — GORLA — GRANDI — BOTTAI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 1° agosto 1941-XIX, n. 931.

Norme temporanee sull'amministrazione degli Enti a carattere economico operanti nell'Africa italiana.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Per la durata dell'attuale stato di guerra e sino ad un anno dopo la cessazione di esso, è data facoltà al Ministro per l'Africa Italiana di sciogliere, con decreto emanato di concerto con il Ministro per le finanze, l'amministrazione degli enti pubblici a carattere economico con sede nei territori dell'Africa italiana o che, pur avendo sede nel Regno, svolgano esclusivamente o prevalentemente la loro attività in tali territori, e di affidarne la gestione ad un amministratore straordinario.

Le disposizioni del comma precedente si applicano, negli stessi casi, anche agli enti privati quando la maggioranza del loro capitale appartenga allo Stato, o qualora, pur non sussistendo questa condizione, gli interessi economici e politici dello Stato medesimo fossero tali, per entità e natura, da renderne necessaria la tutela.

Nel caso di enti il cui presidente è nominato su designazione del Segretario del Partito Nazionale Fascista, tale designazione è necessaria anche per la nomina dell'amministratore straordinario.

Con le medesime formalità l'amministratore straordinario può in qualsiasi tempo essere revocato e decade in ogni caso dall'ufficio al termine di un anno dopo la cessazione dello stato di guerra.

Per le gestioni di maggiore complessità l'amministratore straordinario, ferma restando la sua personale responsabilità, può essere coadiuvato da due funzionari, uno in rappresentanza del Ministero dell'Africa Italiana, l'altro in rappresentanza di quello delle finanze.

Art. 2.

All'amministratore straordinario spettano i poteri degli organi ordinari di amministrazione degli enti.

L'amministratore straordinario rende conto trimestralmente della propria gestione al Ministro per l'Africa Italiana al quale spetta di autorizzare, d'intesa con quello per le finanze, gli atti eccedenti l'ordinaria amministrazione; il Ministro per l'Africa Italiana comunica i rendiconti a quello per le finanze.

Nulla è innovato per quanto concerne la costituzione e il funzionamento dei collegi sindacali.

Art. 3.

Con il decreto di nomina, o con altro successivo, qualora concorrano particolari motivi, può essere autorizzata a favore dell'amministratore straordinario la corresponsione di una indennità a carico dell'ente.

Art. 4.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 1° agosto 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — TERUZZI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 1° agosto 1941-XIX, n. 932.

Proroghe di termini di ultimazione di lavori sussidiati dallo Stato in dipendenza di terremoti e di altre pubbliche calamità.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato:
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Le disposizioni dell'articolo unico della legge 21 giugno 1940-XVIII, n. 853, relative alla concessione di proroghe dei termini per la ultimazione dei lavori di riparazione, ricostruzione e nuova costruzione di fabbricati danneggiati da terremoti o da altre pubbliche calamità sono applicabili fino al 30 giugno 1942-XX.

La proroga del termine di ultimazione dei lavori, di cui al precedente comma, può essere consentita anche quando ne sia stata concessa altra a norma della citata legge 21 giugno 1940-XVIII, n. 853.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 1° agosto 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — GORLA — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

REGIO DECRETO 11 luglio 1941-XIX, n. 933.

Varianti alla tabella indicante le occupazioni che richiedono un lavoro discontinuo, di semplice attesa o custodia, alle quali non è applicabile la limitazione dell'orario di lavoro.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto l'art. 3 del R. decreto-legge 15 marzo 1923-I, n. 692, convertito in legge 17 aprile 1925-III, n. 473, relativo alla limitazione dell'orario di lavoro, per gli operai ed impiegati delle aziende industriali e commerciali di qualunque natura;

Visto l'art. 6 del regolamento approvato con Nostro decreto 10 settembre 1923-I, n. 1955, per l'applicazione del Regio decreto-legge suddetto;

Vista la tabella indicante le occupazioni che richiedono un lavoro discontinuo di semplice attesa o custodia e approvata con Nostro decreto 6 dicembre 1923-II, n. 2657, e successivamente modificata;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le corporazini;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

La voce n. 21 della tabella indicante le occupazioni che richiedono un lavoro discontinuo, di semplice attesa o custodia, approvata con R. decreto 6 dicembre 1923-II, n. 2657, è modificata come segue:
« N. 21 - Personale addetto ai servizi igienici o sanitari, dispensari, ambulatori, guardie mediche e posti di pubblica assistenza, a meno che, a giudizio dell'Ispettorato corporativo, manchino nella particolarità del caso gli estremi di cui all'art. 6 del regolamento 10 settembre 1923-I, n. 1955 (prestazioni discontinue o di semplice attesa o custodia).

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 11 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

RICCI

Visto, il *Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 *settembre* 1941-XIX
Atti del Governo, registro 437, *foglio* 15. — MANCINI

DECRETO DEL DUCE DEL FASCISMO, CAPO DEL GOVERNO, 10 maggio 1941-XIX.
Disposizioni relative ai compensi spettanti al personale dell'U.N.P.A. per ispezioni e controlli nei ricoveri antiaerei delle abitazioni civili.

IL DUCE DEL FASCISMO
CAPO DEL GOVERNO
MINISTRO PER L'INTERNO E PER LA GUERRA

d'intesa coi Ministri per le finanze, per i lavori pubblici e per le corporazioni;
Visti gli articoli 20 e 21 della legge 6 giugno 1939-XVII, n. 1102;
Visto il decreto Ministeriale 26 ottobre 1939-XVII che delega l'Unione Nazionale Protezione Antiaerea (U.N.P.A. ad eseguire accertamenti, ispezioni e controlli nei ricoveri antiaerei delle abitazioni civili e popolari;

Decreta:

Art. 1.

Ai tecnici dell'Unione Nazionale Protezione Antiaerea (U.N.P.A.) non appartenenti alle Amministrazioni statali, incaricati su richiesta dei proprietari dei ricoveri antiaerei, di eseguire sopraluoghi per procedere a studi intesi ad arrecare varianti ai progetti per la costruzione dei ricoveri medesimi, spettano, a carico di detti proprietari, oltre il rimborso delle eventuali spese di viaggio, le stesse indennità previste per i funzionari di grado 9° dagli articoli 3, 4, 5, e 10 del decreto Luogotenenziale 14 settembre 1918, n. 1311, e successive modificazioni, nonchè dagli articoli 1 e 6 del decreto Ministeriale 28 marzo 1924-II, n. 1610, modificato dal decreto Ministeriale 7 marzo 1933-XI, n. 7413.

Art. 2.

Indipendentemente dal grado gerarchico rivestito, lo stesso trattamento di cui al precedente articolo spetta ai tecnici che siano funzionari delle Amministrazioni dello Stato e che facciano anche parte dell'U.N.P.A., ovvero siano destinati temporaneamente alla U.N.P.A. per lo speciale servizio di cui agli articoli 20 e 21 della legge 6 giugno 1939-XVII, n. 1102.

Art. 3.

Il presente decreto, che ha effetto dal 15 dicembre 1939, sarà presentato alla Corte dei conti per la registrazione e successivamente pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 10 maggio 1941-XIX

p. *Il Ministro per l'interno*
BUFFARINI

p. *Il Ministro per la guerra*
GUZZONI

p. *Il Ministro per le finanze*
LISSIA

Il Ministro per i lavori pubblici
GORLA

p. *Il Ministro per le corporazioni*
AMICUCCI

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 *settembre* 1941-XIX
Registro n. 11 *Interno, foglio n.* 7. — GRAVINA

(3595)

DECRETO MINISTERIALE 6 settembre 1941-XIX.
Nomina del presidente e dei membri del Consiglio di amministrazione del Consorzio agrario provinciale di Milano.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA
E PER LE FORESTE

Visto il R. decreto-legge 5 settembre 1938-XVI, n. 1593, concernente la riforma della natura e dell'ordinamento dei Consorzi agrari, convertito in legge, con modificazioni, con la legge 2 febbraio 1939-XVII, n. 159;
Visto il decreto Ministeriale 10 luglio 1939-XVII pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno n. 161 del 12 luglio 1939 col quale il Consorzio agrario cooperativo di Lodi, Milano e Pavia, è stato dichiarato trasformato nei tre Enti morali: Consorzio agrario provinciale di Milano, Consorzio agrario provinciale di Como e Consorzio agrario provinciale di Pavia;
Visto il decreto Ministeriale 30 ottobre 1939-XVIII col quale è stato sciolto il Consiglio di amministrazione del Consorzio agrario provinciale di Milano, ed è stato nominato un commissario per la sua amministrazione straordinaria;
Ritenuta l'opportunità di ricostituire l'amministrazione ordinaria del Consorzio e di provvedere alla nomina del presidente e dei componenti del Consiglio di amministrazione;

Decreta:

Art. 1.

Il cav. Attilio Cabrini è nominato presidente del Consorzio agrario provinciale di Milano.

Art. 2.

A far parte del Consiglio di amministrazione del Consorzio medesimo sono chiamati:

Bertè Manlio, presidente Consorzio provinciale produttori agricoltura;

Sequi Gino, vice presidente Consorzio provinciale produttori agricoltura;

Zerbi Ernesto, commissario Sezione cerealicoltura;

Chiapelli Giuseppe, vice commissario Sezione cerealicoltura;

Curti Pasini G. Batta, commissario Sezione viticoltura;

Lucchini Osvaldo, vice commissario Sezione viticoltura;

Anzani Angelo, commissario Sezione ortofrutticoltura;

Berardi Riccardo, vice commissario Sezione ortofrutticoltura;

Vanni Paolo, vice commissario Sezione zootecnia;

Bigatti Antonio, commissario Sezione fibre tessili;

Dedè Pietro, vice commissario Sezione fibre tessili.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 6 settembre 1941-XIX

Il Ministro: TASSINARI

(3596)

DECRETO MINISTERIALE 6 settembre 1941-XIX.

Nomina del vice commissario del Consorzio agrario provinciale di Benevento.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Vista la legge 2 febbraio 1939-XVII, n. 159, che ha convertito in legge, con modificazioni, il R. decreto-legge 5 settembre 1938-XVI, n. 1593, concernente la riforma della natura e dell'ordinamento dei Consorzi agrari;

Visto il decreto Ministeriale 30 luglio 1941-XIX, col quale è stato provveduto allo scioglimento del Consiglio di amministrazione del Consorzio agrario provinciale di Benevento ed alla nomina di un commissario governativo nella persona del duca Vincenzo Di Somma;

Ritenuta l'opportunità di provvedere alla nomina di un vice commissario governativo, che possa coadiuvare il commissario nell'amministrazione straordinaria del Consorzio medesimo;

Decreta:

Il cav. dott. Lodovico Bocchini è nominato vice commissario del Consorzio agrario provinciale di Benevento.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 6 settembre 1941-XIX

Il Ministro: TASSINARI

(3597)

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE ALLE ASSEMBLEE LEGISLATIVE

MINISTERO DELLE FINANZE

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100, e dell'articolo unico della legge 8 giugno 1939-XVIII, n. 860, il Ministro per le finanze ha trasmesso in data 9 settembre 1941-XIX, alla Presidenza della Camera dei Fasci e delle Corporazioni il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 4 luglio 1941, n. 717, concernente maggiori assegnazioni agli stati di previsione della spesa di taluni Ministeri per l'esercizio finanziario 1941-42.

(3615)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Divieto di impiego delle uova nella confezione della pasticceria e biscotteria

Il Ministero dell'agricoltura e delle foreste, a seguito della circolare telegrafica n. 495, ha stabilito, con circolare telegrafica n. 516, il divieto di impiego delle uova nella confezione della pasticceria e biscotteria a partire dal 5 settembre 1941-XIX.

(3616)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIVISIONE 1ª - PORTAFOGLIO

Media dei cambi e dei titoli del 5 settembre 1941-XIX - N. 182

	Cambio ufficiale	Cambio compensazione
Argentina (peso carta)	4,25	—
Belgio (belgas)	—	3,0418
Bolivia (boliviano)	—	—
Brasile milreis)	—	—
Bulgaria (leva)	—	23,20
Canadà (dollaro)	—	—
Cile (peso)	—	—
Danimarca (corona)	—	3,6680
Egitto (lira eg.)	—	—
Equador (sucre)	—	—
Estonia (corona)	—	4,6970
Finlandia (marka)	—	38,91
Francia (franco)	—	—
Germania (reichmark)	7,6045	7,6045
Giappone (yen)	—	—
Grecia (dracma)	—	—
Inghilterra (sterlina)	—	—
Islanda (corona)	—	—
Lettonia (lat)	—	3,6751
Lituania (litas)	—	3,3003
Messico (peso)	—	—
Norvegia (corona)	—	4,3215
Olanda (fiorino)	—	10,09
Perù (soles)	—	—
Polonia (zloty)	—	380,23
Portogallo (scudo)	0,7695	0,7670
Romania (leu)	—	10,5263
Slovacchia (corona)	—	65, 0
Spagna (peseta)	—	169,40
S. U. America (dollaro)	19 — (nom.)	—
Svezia (corona)	4,53	4,5290
Svizzera (franco)	441 —	441 —
Turchia (lira T)	—	15,29
Ungheria (pengo)	—	3,85205
U.R.S.S. (rublo)	—	—
Uruguay (pesos)	—	—
Venezuela (bolivar)	—	—
Croazia (Kuna)	—	38 —

Rendita 3,50 % (1906)	75,675
Id. 3,50 % (1902)	73,40
Id. 3 % lordo	52,725
Id. 5 % (1935)	93,20
Redimibile 3,50 % (1934)	72,325
Id. 5 % (1936)	94,575
Obbligazioni Venezie 3,50 %	95,275
Buoni del Tesoro novennali 4 % - scad. 15 febbraio 1943	96,60
Id. Id. Id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	96,70
Id. Id. Id. 5 % - Id. (1944)	97,25
Id. Id. Id. 5 % - Id. (1949)	97,425
Id. Id. Id. 5 % - Id. (1950)	97,475

MINISTERO DELLE FINANZE

Ruoli di anzianità del personale

Ai sensi e per gli effetti del disposto dell'art. 9 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dell'Amministrazione dello Stato, si avverte che sono stati pubblicati i ruoli di anzianità del personale dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette, in base alla situazione del 1° gennaio 1941.

(3567)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Avviso di rettifica

Nell'elenco di rettifica d'intestazione di titoli del Debito pubblico — pubblicato a pagina 3538 della *Gazzetta Ufficiale* n. 211, in data 6 settembre 1941-XIX — alla riga 1ª, il numero di iscrizione del certificato del Consolidato 3,50 % intestato a Monneret de Villard Amalia fu Achille, deve intendersi rettificato in 695743.

(3618)

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

Autorizzazione alla Confederazione fascista dei lavoratori dell'agricoltura ad accettare la donazione di un fabbricato

Con decreto Ministeriale 19 agosto 1941-XIX del Ministro Segretario di Stato per le corporazioni è stata autorizzata la Confederazione fascista dei lavoratori dell'agricoltura ad accettare la donazione di un fabbricato sito nel comune di Masi Torello, in provincia di Ferrara.

(3559)

Determinazione dei prezzi del gas per alcune città

Il Ministero delle corporazioni ha impartite disposizioni ai prefetti-presidenti dei competenti Consigli provinciali delle corporazioni affinchè autorizzino le officine da gas delle seguenti città a ripristinare, a decorrere dal 1° settembre 1941-XIX le tariffe in vigore alla data del 31 gennaio c. a., dato che, da accertamenti all'uopo compiuti, è risultato che tali officine si sono attrezzate per diluire il gas di distillazione del carbone fossile con gas diversi dagli inerti:

Lecce, Taranto, Lecco, Terni, Brescia, Loano, Acqui, Magenta, Pesaro, Piove di Sacco.

(3603)

Costituzione del Consorzio interprovinciale di Como, Varese e Sondrio, per la raccolta, il ricevimento, la salatura e il collocamento delle pelli grezze bovine ed equine.

Con decreto Ministeriale 5 settembre 1941-XIX è stato costituito, ai sensi della legge 13 giugno 1940-XVIII, n. 826, e del decreto Ministeriale 3 ottobre 1940-XVIII, con sede a Como, il Consorzio interprovinciale di Como, Varese, Sondrio per la raccolta, il ricevimento, la salatura e il collocamento delle pelli grezze bovine ed equine.

Presidente e vice presidenti del Consorzio sono stati rispettivamente nominati: Galli Guido, Poretti Giovanni, Suardi Davide.

(3598)

ISPETTORATO PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale « San Gaetano », in liquidazione, con sede in Enna

Nella seduta tenuta il 28 agosto 1941-XIX dal Comitato di sorveglianza della Cassa rurale « San Gaetano », in liquidazione, con sede in Enna, il cav. Cesare Fussone è stato eletto presidente del Comitato stesso, ai sensi dell'art. 67 del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938-XVI, n. 141, 7 aprile 1938-XVI, n. 636, e 10 giugno 1940-XVIII, n. 933.

(3599)

CONCORSI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Concorso a tre posti di grado 7° nel ruolo amministrativo del Ministero

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato e successivi provvedimenti di modifica;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati dello Stato e successivi provvedimenti di modifica;

Visto l'art. 61 del R. decreto 29 maggio 1941, n. 489, sulla riorganizzazione dei servizi e la revisione dei ruoli organici del personale del Ministero;

Visto il regolamento per il personale, approvato con R. decreto 23 ottobre 1930, n. 1885 e modificato con i Regi decreti 2 marzo 1933, n. 318, e 27 giugno 1937, n. 1354;

Vista l'autorizzazione della Presidenza del Consiglio dei Ministri in data 3 luglio 1941, n. 18858-1175-2.11-1.3.1;

Visto il R. decreto 30 novembre 1938, n. 1652, sull'ordinamento didattico universitario;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli e per esami a tre posti di grado 8° nel ruolo amministrativo di gruppo *A* del Ministero della agricoltura e delle foreste.

Sono ammessi a concorrere coloro che siano impiegati di Enti pubblici, che operino nel campo dell'agricoltura, i quali oltre a possedere i requisiti necessari per l'ammissione ai pubblici concorsi siano da non meno di otto anni in possesso della laurea in giurisprudenza o in scienze politiche o in economia e commercio o titoli equiparati, abbiano svolto durante tale periodo notevole opera nel campo delle attività proprie del Ministero e non abbiano oltrepassato il 30° anno di età alla data del presente decreto.

Questo limite di età è elevato di cinque anni:

a) per coloro che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-1918 o che, durante lo stesso periodo, siano stati imbarcati su navi mercantili in sostituzione del servizio militare;

b) per i legionari fiumani;

c) per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nelle Colonie dell'Africa Orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936;

d) per coloro che abbiano partecipato ad operazioni militari svoltesi all'estero in servizio militare non isolato, durante il periodo dal 5 maggio 1936 al 31 luglio 1939.

Il prescritto limite di età è poi elevato di nove anni:

a) per i soci di diritto dell'Unione fascista fra le famiglie numerose, salvo il maggiore limite consentito in applicazione dell'art. 23 del R. decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, convertito con modificazioni nella legge 3 gennaio 1939, n. 1;

b) per i mutilati ed invalidi di guerra o per la causa fascista ovvero per i fatti d'arme avvenuti dal 16 gennaio 1935 per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale ovvero in dipendenza di operazioni militari svòltesi all'estero in servizio militare non isolato durante il periodo dal 5 maggio 1936 al 31 luglio 1939, ovvero in dipendenza dell'attuale guerra, a favore dei quali siano state liquidate pensioni o assegni privilegiati di guerra in applicazione delle norme vigenti;

c) per gli ex combattenti che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-1918 e per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nelle Colonie dell'Africa Orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936 o che, dopo questa data ed entro il 31 luglio 1939, abbiano partecipato alle operazioni militari relative a servizio militare non isolato all'estero, quando gli uni e gli altri siano stati decorati al valor militare o abbiano conseguito promozioni per merito di guerra.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare, anche se amnistiati.

Il limite di 30 anni è inoltre elevato di quattro anni:

a) per coloro che risultino regolarmente iscritti ai Fasci di combattimento, senza interruzione, da data anteriore al 28 ottobre 1922;

b) per i feriti per la causa fascista in possesso del relativo brevetto di ferito, che risultino iscritti ininterrottamente al P.N.F. dalla data dell'evento che fu causa della ferita, anche se posteriore alla Marcia su Roma.

Il limite massimo di età è altresì elevato:

a) di due anni nei riguardi degli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande per l'ammissione al presente concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

L'aumento di cui alla lettera a) di quest'ultimo capoverso si cumula con quello di cui alla successiva lettera b) ed entrambi con quelli previsti dalle altre disposizioni, purchè complessivamente non si superino i 45 anni.

Art. 2.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 6 e corredate dai documenti appresso indicati, dovranno pervenire al Ministero — Direzione generale degli affari generali, dei servizi ispettivi, del coordinamento legislativo e del personale — non oltre 60 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno. Le domande dovranno essere corredate da un elenco dei documenti allegati, firmato dall'interessato.

I candidati richiamati alle armi o residenti all'estero o in terra d'oltremare potranno presentare entro il predetto termine la sola domanda di ammissione al concorso, salvo a produrre i documenti con il relativo elenco non oltre i 30 giorni immediatamente successivi.

Art. 3.

Alle domande dovranno essere allegati i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita in carta da bollo da L. 8, rilasciato in data posteriore al 10 marzo 1939;

2) certificato di cittadinanza italiana, in carta bollata da L. 4, non anteriore di più di tre mesi alla data del presente decreto. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non regnicoli e coloro per i quali tale equiparazione sia stata riconosciuta in virtù di decreto Reale;

3) certificato in carta da bollo da L. 4 comprovante l'iscrizione del candidato al P.N.F. per l'anno XIX e la relativa anzianità. Il certificato dovrà essere conforme alle disposizioni specificate nel successivo articolo 6.

4) diploma di laurea o copia autentica di esso, nonchè un certificato con l'indicazione dei voti riportati nei vari esami e in quello di laurea;

5) certificato generale del casellario giudiziale, in carta bollata da L. 12, non anteriore di più di tre mesi alla data del presente decreto;

6) certificato di moralità e buona condotta, in carta da bollo da L. 4, non anteriore di più di tre mesi alla data del presente decreto, rilasciato dal podestà del Comune in cui l'aspirante risiede da almeno un anno; in caso di residenza per un periodo minore, altro certificato del podestà o dei podestà dei Comuni, in cui il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno;

7) certificato medico, su carta da bollo da L. 4, rilasciato da un medico provinciale o delle Forze armate dello Stato in servizio permanente effettivo o a disposizione dei Comandi di zona, legione o coorte, o da un ufficiale sanitario, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione ed esente da difetti o imperfezioni che possano influire sul rendimento nel lavoro. La qualifica del medico dovrà risultare chiaramente dal certificato. I candidati invalidi di guerra o minorati per la causa nazionale produrranno il certificato dell'autorità sanitaria di cui all'art. 14, n. 3, del R. decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dal successivo art. 15 dello stesso decreto. Anche detto certificato deve essere non anteriore di più di tre mesi alla data del presente decreto;

8) documento comprovante l'adempimento degli obblighi di leva ovvero il certificato di esito di leva, salvo quanto è disposto nel successivo art. 7;

9) un certificato, in carta da bollo da L. 4, non anteriore di più di tre mesi alla data del presente decreto, rilasciato dall'autorità municipale, da cui risulti lo stato di famiglia e se il candidato abbia o meno contratto matrimonio con persona straniera. Nell'affermativa, dovrà anche risultare se vi fu l'autorizzazione ministeriale di cui agli articoli 2 e 18 del R. decreto-legge 17 novembre 1938, n. 1728, ovvero se il matrimonio fu celebrato in difformità degli articoli 2 e 3 dello stesso Regio decreto-legge. I soci di diritto dell'Unione fascista fra le famiglie numerose dovranno comprovare tale loro qualità mediante apposito certificato rilasciato dalla competente Unione provinciale fascista fra le famiglie numerose;

10) certificato in carta da bollo da L. 4, rilasciato dall'ente pubblico al quale il candidato appartiene, comprovante il possesso del requisito prescritto dal precedente art. 1 per l'ammissione al concorso;

11) fotografia recente con la firma autenticata dal podestà o da un notaio, con prescritta marca da bollo.

Art. 4.

Oltre ai documenti indicati nel precedente art. 3, i candidati hanno facoltà di produrre qualsiasi altro titolo, diploma, attestato, rilasciati nelle forme legali, che essi ritengano di vantaggio agli effetti del concorso.

Art. 5.

I documenti di cui ai numeri 1, 2, 5, 6, 7, 9, 11, nonchè le copie autentiche dei diplomi di laurea e i certificati di esito di leva dovranno essere legalizzati, a termini delle vigenti disposizioni.

Art. 6.

Per gli italiani non regnicoli e i cittadini italiani residenti all'estero, il certificato di iscrizione al P.N.F. dovrà essere rilasciato direttamente dalla Segreteria generale dei Fasci all'estero e firmato dal Segretario generale o da uno degli Ispettori centrali dei Fasci all'estero.

Per i cittadini sanmarinesi, residenti nel territorio della Repubblica, il certificato di appartenenza al Partito Fascista Sammarinese, dovrà essere rilasciato dal Segretario del Partito stesso e controfirmato dal Segretario di Stato per gli affari esteri.

Qualora dal certificato risulti un'anzianità ininterrotta di iscrizione anteriore al 28 ottobre 1922 o il possesso di particolari benemerenze per la causa nazionale, il certificato dovrà essere vistato, per ratifica, dal Ministro Segretario di Stato del P.N.F. o da uno dei Vice segretari del Partito stesso, o dal segretario federale espressamente delegato.

Art. 7.

Coloro, che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-18 o durante l'attuale guerra o che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nelle Colonie dell'Africa Orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, oppure che abbiano partecipato ad operazioni militari svoltesi all'estero in servizio militare non isolato durante il periodo dal 5 maggio 1936 al 31 luglio 1939, presenteranno, invece, copia dello stato di servizio o del foglio matricolare annotata delle eventuali benemerenze di guerra; gli ex combattenti della guerra 1915-18 ed i reduci dell'Africa Orientale e coloro che hanno partecipato ad operazioni militari svoltesi all'estero in servizio militare non isolato durante il periodo dal 5 maggio 1936 al 31 luglio 1939, presenteranno, inoltre, rispettivamente, la dichiarazione integrativa ai sensi della circolare n. 588 del giornale militare ufficiale del 1922 e delle circolari n. 957 del giornale militare ufficiale del 1936 e n. 427 del giornale militare ufficiale del 1937 e n. 657 del M. G. in data 29 novembre 1938 o analoga dichiarazione per l'applicazione del R. decreto-legge 21 ottobre 1937, n. 2179.

Coloro invece che furono imbarcati su navi mercantili durante la guerra 1915-18, in sostituzione del servizio militare, proveranno tale circostanza mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi dalle autorità marittime competenti.

I candidati, mutilati ed invalidi di guerra o minorati per la causa fascista o in dipendenza dei fatti d'arme avvenuti dal 16 gennaio 1935 per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale ovvero in seguito ad operazioni militari svoltesi all'estero in servizio militare non isolato durante il periodo dal 5 maggio 1936 al 31 luglio 1939 ovvero in dipendenza dell'attuale guerra, dovranno provare tale loro qualità mediante esibizione del decreto di concessione della relativa pensione ovvero del certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra oppure produrranno una attestazione di invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, dalla quale risultino inoltre i documenti in base ai quali è stata riconosciuta all'aspirante la qualità di invalido ai fini dell'iscrizione, di cui all'art. 3 della legge 21 agosto 1922, n. 1312, nei ruoli provinciali della predetta rappresentanza. Tale attestazione dovrà essere sottoposta alla vidimazione della sede centrale dell'Opera nazionale invalidi di guerra.

Gli orfani dei caduti in guerra o per la causa fascista o dei caduti in dipendenza dei fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935

per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, ovvero in seguito ad operazioni militari svoltesi all'estero in servizio militare non isolato durante il periodo dal 5 maggio 1936 al 31 luglio 1939, ovvero in dipendenza dell'attuale guerra, ed i figli degli invalidi di guerra o dei minorati per la causa fascista o in dipendenza dei fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 per la difesa delle Colonie dell'Africa Orientale, ovvero in seguito ad operazioni militari svoltesi all'estero in servizio militare non isolato durante il periodo dal 5 maggio 1936 al 31 luglio 1939, dovranno dimostrare la loro qualità, i primi, mediante certificato su carta da bollo da L. 4. rilasciato dal competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto, gli altri, con la esibizione della dichiarazione mod. 69, rilasciata dalla Direzione generale delle pensioni di guerra al nome del padre del candidato, oppure con certificato, in carta da bollo da L. 4, del podestà del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche o dello stato civile, legalizzato dal prefetto.

Art. 8.

Non sono ammesse le domande prive di qualcuno dei documenti prescritti e corredate di documenti irregolari o che facciano riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni o che pervengano al Ministero dopo la scadenza fissata dal presente decreto, anche se presentate in tempo utile agli uffici postali o ferroviari.

Art. 9.

La Direzione generale degli affari generali, dei servizi ispettivi del coordinamento legislativo e del personale riconosce il possesso dei requisiti stabiliti per l'ammissione al concorso e giudica della ammissibilità dei singoli aspiranti.

Nei casi controversi, relativi all'ammissibilità al concorso per ragioni attinenti alla condotta morale politica e militare dell'aspirante, decide con giudizio insindacabile il Ministro.

L'elenco degli aspiranti ammessi al concorso, firmato dal capo del personale, verrà pubblicato nell'albo del Ministero. Il provvedimento di ammissione o di esclusione sarà comunicato agli aspiranti.

Art. 10.

L'esame di concorso avrà luogo in Roma, nei locali e nei giorni che saranno resi successivamente noti. Esso consisterà in quattro prove scritte e una orale, sulle materie di cui al programma annesso al presente decreto.

Art. 11.

Saranno ammessi alla prova orale i candidati che abbiano riportato la media di almeno otto decimi nelle prove scritte e non meno di sette decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non s'intende superata se il candidato non ottenga la votazione di almeno otto decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e dei punti ottenuti in quella orale e nella valutazione dei titoli.

Art. 12.

La graduatoria dei vincitori del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva, osservate le disposizioni in vigore per i casi di parità di merito.

Art. 13.

I vincitori del concorso saranno assunti in prova per un periodo di sei mesi a termini dell'art. 1 del R. decreto-legge 8 luglio 1925, n. 1172.

Art. 14.

La Commissione giudicatrice del concorso sarà composta:

da un consigliere di Stato, presidente;
dal direttore generale, capo del personale;
da due professori universitari, o di istituti superiori;
da un ispettore generale del ruolo amministrativo o da un capo divisione del Ministero.

Art. 15.

In base alle risultanze degli atti della Commissione, il Ministro riconosce la regolarità della procedura e approva la graduatoria.

Sui reclami, che debbono essere presentati non oltre 15 giorni dalla pubblicazione della graduatoria nel Bollettino ufficiale del Ministero, decide in via definitiva il Ministro, sentita la Commissione giudicatrice.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 24 luglio 1941-XIX

Il Ministro: TASSINARI

PROGRAMMA DI ESAME

Prove scritte:

1) Diritto civile (esclusi i diritti di famiglia e i diritti di successione);
2) Diritto amministrativo - leggi fasciste di carattere costituzionale;
3) Economia politica corporativa;
4) Prova pratica su materie riguardanti i servizi del Ministero.

Prova orale:

Le stesse materie delle prove scritte.

Roma, addì 24 luglio 1941-XIX

Il Ministro: TASSINARI.

(3604)

MINISTERO DELL'AERONAUTICA

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso a 20 posti di sottotenente in servizio permanente effettivo nel Corpo di commissariato aeronautico.

IL DUCE DEL FASCISMO, CAPO DEL GOVERNO
MINISTRO PER L'AERONAUTICA

Visto il decreto Ministeriale 25 febbraio 1941-XIX col quale è stato bandito un concorso a 20 posti di sottotenente in servizio permanente effettivo nel Corpo del commissariato aeronautico, ruolo amministrazione;

Visto il decreto Ministeriale 16 giugno 1941-XIX con il quale sono state fissate le sedi d'esami del concorso suddetto;

Decreta:

E' nominata la seguente Commissione incaricata di procedere agli esami del concorso a 20 posti di sottotenente in servizio permanente effettivo nel Corpo di commissariato aeronautico, ruolo amministrazione:

Tenente generale C.C.r.c. Straziota Gaetano, presidente;
Colonnello C.C.r.c. Giagheddu Antonio, membro;
Tenente colonnello C.C.r.c. Tozzi Luigi, membro;
Professore La Torre Michele, membro;
Professore Franchini Vittorio, membro;
Professore De Dominicis M. Antonio, membro;
Professore Rispoli Guido, membro;
Professore Robertazzi Nicola, membro;
Capitano C.C.r.c. Serafini Giuseppe, segretario s. v.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 30 giugno 1941-XIX.

p. *Il Ministro*: PRICOLO

(3607)

LONGO LUIGI VITTORIO, *direttore* - GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore agg.* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato — G. C.